



Déclaration CGT et FSU au CCAS du 12 avril 2012

Cette réunion du CCAS se tient à quelques jours d'une période d'échéances électorales majeures qui auront des conséquences sur l'organisation de notre ministère.

Depuis plusieurs années, les personnels vivent dans un climat de profonde inquiétude dans les services du MEDDTL et dans les DDI, généré par la mise en œuvre des plans de rigueur, de la révision générale des politiques publiques (RGPP), des transferts et privatisations de missions publiques, des transformations de services de l'État en établissements publics ...

Cette inquiétude est accentuée par la baisse du pouvoir d'achat des salaires et pensions, par le blocage des salaires en 2011 et 2012, les augmentations de tarifs de l'énergie, des taxes sur les mutuelles et sur les produits de première nécessité, du report de deux ans de l'âge de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation.

Il faut ajouter à tout cela la décision inique du gouvernement d'appliquer 1 jour de carence à chaque arrêt de maladie qui va encore fragiliser les agents en difficultés alors que le constat est fait de l'augmentation des petits arrêts de travail liés particulièrement à la souffrance au travail.

Dans ce contexte social particulièrement dégradé, la CGT et la FSU entendent faire valoir les besoins sociaux des personnels actifs et retraités du MEDDTL, quelque soit le gouvernement en place.

L'action sociale ne saurait servir à pallier cette misère sociale et morale dont le remède ne peut passer que par une augmentation significative du pouvoir d'achat et une reconnaissance des personnels à travers les missions de service public accomplies au quotidien.

Le renforcement de l'action sociale passe par une meilleure réponse aux besoins sociaux des agents et de leurs familles dans les domaines du logement, de la restauration, de la petite enfance, de la scolarité, des loisirs et vacances, du handicap et de la dépendance...

La situation des retraités, veufs, veuves et ayants-droits d'agents du MEDDTL, de plus en plus nombreux, ne peut se satisfaire de l'indifférence et de l'incapacité du ministère à se donner les moyens non seulement de les informer sur leurs droits mais aussi de les prendre en compte dans l'attribution des crédits.

Pour mettre en œuvre cette politique, il y a nécessité de maintenir et renforcer les structures de l'action sociale de notre ministère à travers le CCAS et les CLAS, ce qui s'oppose à toute remise en cause des textes fondateurs de l'action sociale notamment l'arrêté du 22/12/2008.

Hors, nous constatons trop souvent une remise en cause des moyens accordés aux président(e)s de CLAS pour exercer leur mission. La chasse aux ETP est ouverte et les économies en moyens de fonctionnement menacent l'existence des CLAS et provoque une dévalorisation de cette fonction et l'absence de candidature aux responsabilités de président et secrétaire.

La CGT et la FSU posent l'exigence de réécrire la circulaire de juin 2000 en complément de l'arrêté du 22/12/2008, afin de préciser tous les droits et garanties des acteurs de l'action sociale.

Nous avons acté avec satisfaction qu'une rencontre des présidents de CLAS est enfin programmée fin novembre 2012 après une absence de 6 ans.

Afin de répondre aux nombreuses attentes des présidents de CLAS, cette rencontre ne saurait être inférieure à 2 jours pour permettre un travail fructueux et des échanges approfondis.

La CGT et la FSU rappellent que c'est le budget qui doit s'adapter aux besoins des personnels en matière d'action sociale qui correspondent majoritairement à des droits statutaires et pas l'inverse.